

Le groupe parlementaire libéral-radical soutient le concept de la CIP-E

Berne, le 18 novembre 2016

Communiqué de presse

Le groupe parlementaire libéral-radical soutient le concept de la CIP-E

Soutien clair pour le frein à l'endettement

Le groupe parlementaire libéral-radical soutient le concept de la Commission des institutions politiques (CIP-E) concernant la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. Ce concept se base sur le modèle en trois étapes du Conseil national tout en y apportant des précisions. Pour le groupe parlementaire libéral-radical, la priorité doit être mise sur la préservation des accords bilatéraux, ce que le principe de préférence indigène, précisé par la CIP-E, permet de faire. De plus, les différentes minorités déposées au Conseil des Etats ont été rejetées. Lors de la séance, le groupe parlementaire a également réaffirmé son soutien au frein à l'endettement et il entre en matière et suit la majorité concernant le programme de stabilisation.

Le concept de la CIP-E prévoit que seuls les postes vacants, qui appartiennent à un groupe professionnel ou un secteur d'activité dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne, soient annoncés seulement si la volonté est de recruter des candidats provenant de l'étranger. Cette mesure se focalise sur un secteur précis ce qui permet ainsi d'amoinrir l'augmentation de la bureaucratie. Cette mesure n'est cependant pas nécessaire lorsque l'entreprise souhaite employer une personne résidant en Suisse. Le groupe parlementaire réaffirme ainsi clairement son opposition aux contingents, aux plafonds tout comme les mesures unilatérales, qui ne sont pas compatibles avec la libre circulation des personnes. Les deux parlementaires responsables du dossier, le conseiller national Kurt Fluri et le conseiller aux Etats Philipp Müller, sont unis sur le développement de ce dossier.

Ancrer davantage le frein à l'endettement

Grâce au frein à l'endettement, le budget fédéral ne présente plus de déficits structurels depuis 2006. Le taux d'endettement (dette en fonction du PIB) de la Confédération est passé de 26,1% en 2003 à 16,2%. Afin que cet outil efficace puisse être mieux ancré, il est nécessaire que le Conseil fédéral le précise de manière que tout assouplissement de la loi actuelle soit exclu. C'est la raison pour laquelle, le groupe parlementaire soutient majoritairement la motion de la Commission des finances du Conseil national (CdF-N). De plus, il est nécessaire que des mesures concernant le respect de ce frein à l'endettement soient prises. C'est pourquoi le groupe parlementaire a également décidé d'entrer en matière sur le programme de stabilisation et de soutenir le frein à la croissance des dépenses.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour pour la Suisse.**

Contacts

- › Ignazio Cassis, président groupe libéral-radical, 079 318 20 30
 - › Thomas Hefti, vice-président groupe libéral-radical, 079 443 10 10
 - › Beat Walti, vice-président groupe libéral-radical, 079 296 72 25
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Arnaud Bonvin, porte-parole romand, 079 277 71 23
-

Le groupe parlementaire libéral-radical soutient le concept de la CIP-E

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.